

Communiqué de Presse

Projet Horizon Europe CAPABLE

Politiques climatiques : comment convaincre ces électeurs pivot qui peuvent faire basculer les choix ?

Lille, 11 mars 2026 - Une étude internationale menée dans 13 pays de l'UE révèle que le destin politique des mesures climatiques ne dépend pas des groupes les plus bruyants, mais d'un groupe charnière représentant 33 % des électeurs. Ni systématiquement pour ni systématiquement contre, ces "électeurs conditionnels" font basculer les majorités en fonction du design des politiques. Cette étude a été co-menée par des scientifiques du CNRS, d'INRAE et de l'IÉSEG School of Management¹.



Les électeurs du "milieu conditionnel" sont ceux qui font pencher la balance (Image : Pexty Design)

En résumé :

- Dans le cadre du projet **Horizon Europe CAPABLE**, une équipe de recherche a interrogé environ **19 000 personnes** issues de 13 pays européens sur **15 propositions climatiques spécifiques** durant l'été 2024. L'objectif était de déterminer le niveau de soutien pour les différentes propositions de lutte contre le changement climatique et les facteurs influençant ces opinions.
- À cette fin, les participants ont été interrogés spécifiquement sur les raisons derrière leurs décisions. L'analyse montre que **les coûts** constituent le principal obstacle à l'acceptation des réglementations climatiques par la population.
- La méthodologie innovante de l'étude peut être utilisée dans de futures études à long terme pour mieux comprendre et suivre les décisions politiques de la population.

¹ Au laboratoire Lille Economie et Management (CNRS/IÉSEG School of Management/ Université de Lille) et au Bureau d'économie théorique et appliquée (CNRS/Université de Lorraine/Université de Strasbourg/INRAE).

Press Release

Les mesures climatiques actuelles sont insuffisantes pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Le fait que des mesures politiques supplémentaires puissent se rapprocher de l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et de lutter contre le changement climatique dépend largement de l'opinion publique et du soutien politique.

Une équipe de chercheurs dirigée par le Dr. Keith Smith (ETH Zurich), en collaboration avec des chercheurs du CNRS et de l'INRAE au laboratoire Lille Economie et Management (CNRS / IÉSEG School of Management / Université de Lille) et au Bureau d'économie théorique et appliquée (CNRS / Université de Lorraine / Université de Strasbourg / INRAE) – dont Loïc Berger, chercheur CNRS et co-auteur de l'étude – a mené une vaste enquête dans 13 pays de l'UE pour **déterminer quelles mesures climatiques sont plus ou moins politiquement acceptables, et pourquoi**.

L'étude visait non seulement à évaluer les opinions et attitudes de la population, mais aussi à **identifier avec précision la position fondamentale des participants vis-à-vis des politiques climatiques**. Cela a abouti à l'identification de quatre profils : les partisans, les neutres, les opposants, et un bloc crucial que cette étude appelle le "milieu conditionnel".

Parmi les personnes interrogées, 36 % sont des partisans, favorables à la plupart des propositions climatiques, et 21 % sont des opposants, largement contre ces propositions.

Mais **un grand groupe, représentant 33 % des répondants, forme ce "milieu conditionnel"**. Ces électeurs sont beaucoup plus flexibles, forment leur opinion en fonction de la politique climatique spécifique, et n'ont pas de disposition prédéterminée pour ou contre. Ainsi, l'étude se concentre sur ce groupe charnière pour comprendre ce qui façonne leurs préférences en matière de politiques climatiques, et ce que cela signifie pour leur comportement électoral.

Les personnes ayant des opinions neutres sur les propositions climatiques représentent les 10 % restants des répondants.

Le facteur le plus important : l'équilibre coût-bénéfice personnel

Le facteur décisif déterminant si le groupe du "milieu conditionnel" soutiendra une politique est leur **calcul coût-bénéfice personnel**.

En Europe, les gens préfèrent les politiques qui facilitent les changements pro-climatiques pour les individus et les entreprises, comme les subventions gouvernementales, plutôt que celles ayant un impact financier visible, comme les taxes à la consommation ou les restrictions comportementales. Cela est particulièrement vrai pour le "milieu conditionnel", où les coûts et bénéfices attendus sont au premier plan de leurs préférences politiques, éclipsant des facteurs couramment discutés tels que l'affiliation politique, les attitudes face au climat, et les facteurs sociodémographiques comme le revenu, le lieu de résidence ou le niveau d'éducation.

Les gens sont enthousiastes à l'égard des politiques qui soutiennent les ajustements pro-climatiques, plutôt que les interdictions complètes. Par exemple, une interdiction générale des voitures à moteur thermique a été rejetée par 73 % du milieu conditionnel. Cependant, si la proposition est formulée de manière à permettre le remplacement par des carburants synthétiques, le taux de rejet chute à seulement 39 %.

Loïc Berger, co-auteur de l'étude, chercheur au CNRS et directeur du IÉSEG Research Center on Risk and Uncertainty (IRisk), souligne que l'élasticité de ce groupe est remarquable et met en lumière à quel point les détails des propositions peuvent être cruciaux pour leur acceptation par le public.

Fonds climatiques : les gens veulent des bénéfices visibles

L'étude montre également que la population préférerait voir les revenus générés par les fonds climatiques, comme le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (EU ETS), investis dans des projets d'adaptation, comme les investissements dans les technologies vertes ou les services de transport à faible émission, et des mesures de compensation pour les ménages individuels. Cependant, de manière surprenante, les paiements de compensation pour les travailleurs menacés par le changement climatique sont considérés comme moins importants. Cela est particulièrement notable parmi le groupe du "milieu conditionnel", qui préfère investir les fonds dans des services publics visibles et concrets.

Une raison d'espérer

Les auteurs de l'étude ont également exploré l'impact potentiel de petits changements réalistes au sein du groupe des électeurs conditionnels. Leurs simulations montrent qu'un basculement des électeurs initialement indécis vers le soutien pourrait faire passer le nombre de propositions climatiques bénéficiant d'une majorité de 4 à 10 sur 15.

Press Release

Loïc Berger souligne l'importance de ces résultats pour les décideurs politiques :

« Ces simulations démontrent que la faisabilité des politiques climatiques ne dépend pas seulement de leur ambition, mais de leur capacité à convaincre les électeurs conditionnels. En Europe, ce groupe représente une masse critique suffisante pour transformer des mesures controversées en majorités stables, à condition de les adapter à leurs attentes. Par exemple, une exemption ciblée dans une interdiction des voitures thermiques peut faire passer le soutien de 15 % à 42 %. Cela prouve que des ajustements bien conçus peuvent débloquer des soutiens insoupçonnés. »

Une conception d'étude permettant des recherches plus ciblées

Un autre accomplissement important de cette étude, comme le soulignent ses auteurs, réside dans sa méthodologie innovante. Les réponses des participants ont été comparées selon deux axes afin de mesurer à la fois la répartition au sein de la population et de déterminer à quel point leurs réponses étaient cohérentes. Les chercheurs ont dressé le portrait des différents groupes de la population pour chaque type de politique, et analysé les opinions de chaque participant. Ils ont ainsi pu déterminer quelles mesures étaient les plus populaires auprès de chaque catégorie d'électeurs.

Selon Loïc Berger, cette méthodologie pourrait être appliquée à d'autres contextes nationaux. En France, où les débats sur les politiques climatiques sont particulièrement vifs, une telle approche permettrait d'identifier avec précision les mesures les plus susceptibles de rallier le "milieu conditionnel" - ce groupe clé qui fait souvent basculer les majorités.

Bibliography

Smith K, Mlakar Z, Levis A, Sanford M, et al. Climate Policy Feasibility across Europe Relies on the Conditional Middle. *Nature Climate Change*. 11.03.2026.

Contact Presse - IÉSEG

Vincent Schiltz – Responsable Relations Presse

06 61 96 41 76 – v.schiltz@ieseg.fr

Contact Presse - CNRS

01 44 96 51 51 – presse@cns.fr

Capable et Horizon Europe

Capable est un projet de recherche en sciences politiques sur l'UE dans le cadre d'Horizon Europe, qui s'est déroulé de 2023 à fin 2025. Le consortium, dirigé par le Centre Euro-Méditerranéen sur le Changement Climatique (CMCC), a étudié quelles mesures climatiques sont socialement acceptables et politiquement réalisables.

Capable vise à promouvoir la connaissance des politiques climatiques par des analyses ciblées et à rechercher activement des solutions aux enjeux climatiques en politique, en collaboration avec les électeurs, les politiciens et d'autres parties prenantes.

À cette fin, Capable adopte une approche interdisciplinaire s'appuyant sur l'économie, les sciences politiques, les sciences sociales et les sciences de l'environnement. Une quinzaine d'instituts ont participé à l'étude, dont l'IÉSEG, le CNRS, l'ETH Zurich, l'Université de Groningen, et l'Université Polytechnique de Milan.

<https://capableclimate.eu/>